

Gouvernance du microfinancement et performance des TPE : une analyse empirique du processus de formalisation au Maroc

Microfinance governance and SME performance: an empirical analysis of the formalization process in Morocco

ESSABIR Mohamed

Doctorant

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales AGADIR

Université IBN ZOHR, Maroc

Laboratoire d'Etudes et Recherches en Economie et Management Appliqués (LEREMA)

TANI Wafaa

Enseignante chercheuse

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales AGADIR

Université IBN ZOHR, Maroc

Laboratoire d'Etudes et Recherches en Economie et Management Appliqués (LEREMA)

KOUKKOUS Abdellatif

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales AGADIR

Université IBN ZOHR, Maroc

Laboratoire des Recherches en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations (LREFMO)

Date de soumission : 19/11/2025

Date d'acceptation : 17/01/2025

Pour citer cet article :

ESSABIR M. el al. (2025) « Gouvernance du microfinancement et performance des TPE : une analyse empirique du processus de formalisation au Maroc », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 9 : numéro 4 » pp : 279- 292.

Abstract

This study assesses the effectiveness of microfinance mechanisms in supporting the formalization and organizational performance of micro and small enterprises (MSEs) in Morocco, with a focus on the Souss-Massa region. Using a quantitative design and SPSS-based regression models, the analysis examines how access to microfinance products relates to formalization outcomes through key control-related dimensions, including financial traceability enabled by digital financial tools and the quality of institutional governance. Four hypotheses (H1–H4) are tested. The findings indicate significant and strong relationships between microfinance access, formalization, and performance. In addition, financial digitalization and sound governance practices (transparency, client protection, and fair pricing) appear to strengthen the overall effectiveness and sustainability of microfinance schemes. The paper discusses implications for governance and control practices within microfinance institutions and for policy mechanisms supporting enterprise formalization.

Keywords: Microfinance, Formalization, Institutional Governance, Financial Digitalization, Traceability, Organizational Performance, Morocco.

Résumé

Cette étude évalue l'efficacité des mécanismes de microfinancement dans l'appui à la formalisation et à la performance organisationnelle des très petites entreprises (TPE) au Maroc, avec un focus sur la région Souss-Massa. À partir d'un dispositif quantitatif fondé sur des régressions linéaires (SPSS), l'analyse examine l'effet de l'accès aux produits de microfinance sur la formalisation, en mettant l'accent sur des dimensions relevant du contrôle et de la traçabilité financière, notamment via la digitalisation, ainsi que sur la qualité de la gouvernance institutionnelle. Quatre hypothèses (H1 à H4) sont testées. Les résultats montrent des relations fortes et significatives entre accès à la microfinance, formalisation et performance. La digitalisation financière et la qualité de la gouvernance (transparence, protection du client, pratiques tarifaires) renforcent l'efficacité et la durabilité des dispositifs. L'étude discute les implications en matière de gouvernance et de contrôle des institutions de microfinance, ainsi que les leviers favorisant la formalisation des TPE.

Mots-clés : Microfinance, Formalisation, Gouvernance institutionnelle, Digitalisation financière, Traçabilité, Performance organisationnelle, Maroc.

Introduction

Le microfinancement occupe une place croissante dans les dispositifs de financement des très petites entreprises (TPE), en particulier dans les économies émergentes caractérisées par une forte prévalence de l'informalité. Au-delà de ses objectifs sociaux initialement mis en avant, le microfinancement soulève aujourd'hui des interrogations majeures quant à son efficacité organisationnelle, à la qualité de sa gouvernance et à sa capacité à générer des performances mesurables et durables pour les entreprises bénéficiaires. Dans cette perspective, l'enjeu n'est plus uniquement l'accès au financement, mais bien l'évaluation des mécanismes par lesquels les dispositifs de microfinance contribuent à la structuration, à la traçabilité et à la formalisation des activités économiques.

Malgré l'essor des institutions de microfinance et la diversification des produits proposés, peu de travaux analysent le microfinancement sous l'angle de la gouvernance, du contrôle et de la performance organisationnelle, notamment dans le champ de la comptabilité et du contrôle de gestion. La majorité des études se concentre sur les impacts sociaux ou macroéconomiques du microcrédit, en laissant en arrière-plan les mécanismes internes qui conditionnent son efficacité réelle, tels que la transparence des pratiques, la protection des clients, la discipline financière induite par la formalisation et l'usage des outils de digitalisation financière. Cette lacune est particulièrement marquée dans le contexte marocain, où les TPE constituent l'essentiel du tissu productif mais demeurent largement informelles.

Dans ce contexte, la présente recherche vise à évaluer l'efficacité des dispositifs de microfinancement à travers une analyse empirique de leurs effets sur la formalisation et la performance organisationnelle des très petites entreprises (TPE) marocaines. L'étude s'inscrit dans une perspective de gouvernance et de contrôle, en considérant la formalisation comme un mécanisme structurant de discipline organisationnelle, de traçabilité financière et de conformité.

Plus précisément, l'article cherche à répondre à la question de recherche suivante : **dans quelle mesure et par quels mécanismes le microfinancement, à travers la gouvernance institutionnelle et la digitalisation financière, contribue-t-il à améliorer la performance et le processus de formalisation des TPE ?**

Pour répondre à cette question, l'étude mobilise un dispositif quantitatif fondé sur des modèles de régression linéaire afin de tester les hypothèses relatives à l'accès au microfinancement, à la digitalisation financière et à la gouvernance institutionnelle à l'aide de modèles de régression linéaire, tandis que le lien formalisation-performance est discuté selon une approche descriptive compte tenu de la proximité conceptuelle des indicateurs.

L'article apporte plusieurs contributions. Sur le plan théorique, il enrichit la littérature en articulant microfinancement, formalisation et performance dans une perspective de gouvernance et de contrôle, encore peu explorée dans le contexte des économies émergentes. Sur le plan empirique, il propose une analyse fondée sur des données originales collectées auprès de TPE marocaines. Enfin, sur le plan

managérial, il met en évidence des leviers d'amélioration de l'efficacité des dispositifs de microfinancement, utiles tant pour les institutions de microfinance que pour les instances de supervision. L'article est structuré comme suit. La première section présente le cadre conceptuel et la revue de littérature portant sur le microfinancement, la gouvernance institutionnelle, la digitalisation financière et la formalisation des TPE. La deuxième section expose la méthodologie de recherche, incluant la population étudiée, le dispositif de collecte des données et les variables mobilisées. La troisième section présente les résultats empiriques issus des modèles de régression linéaire. Enfin, la dernière section discute les principaux apports, les limites de l'étude et les perspectives de recherche.

1. Revue de littérature

L'inclusion financière constitue aujourd'hui un pilier majeur du développement économique durable, favorisant l'accès équitable aux services financiers formels pour les ménages et les entreprises (Banque mondiale, 2022). Au Maroc, bien que d'importants progrès aient été accomplis ces dernières années, notamment à travers les politiques publiques d'inclusion financière et la digitalisation des services bancaires, une large part des très petites entreprises (TPE) demeure encore exclue du circuit formel (Bank Al-Maghrib, 2021). Par ailleurs, la littérature récente sur le contexte marocain met en évidence que l'évolution des dispositifs de microfinance dépend également de la capacité des institutions à intégrer les innovations financières et à adapter leurs mécanismes de gouvernance et de pilotage. À cet égard, l'adoption des FinTechs par les institutions de microfinance apparaît comme un levier important pour améliorer la traçabilité, la transparence et la qualité de la relation institution-entrepreneur, ce qui peut soutenir indirectement la formalisation des TPE (Alaoui, Tani & Mabrouki, 2025). Cette exclusion se traduit non seulement par un accès limité au financement, mais également par une faible traçabilité financière, une absence de structuration comptable et une difficulté à se conformer aux exigences réglementaires. Dans ce contexte, l'informalité ne constitue pas uniquement un état économique, mais également un déficit en matière de contrôle organisationnel et de discipline financière.

Introduit au Maroc dans les années 1990, le microfinancement s'est imposé comme un instrument central d'inclusion économique à travers des institutions telles qu'Al Amana, Attawfiq ou Zakoura (El Hadj Ezzahid & Elouaourti, 2021). Ces organismes visent à renforcer la résilience et la formalisation des TPE par un accompagnement financier et social durable. Toutefois, au-delà de sa dimension sociale, le microfinancement peut être analysé comme un dispositif organisationnel visant à encadrer les pratiques financières des entreprises bénéficiaires. Les modalités de remboursement, les mécanismes de suivi et les exigences de transparence imposées par les institutions de microfinance participent à l'instauration progressive d'une discipline financière et d'une structuration des activités économiques. Malgré son expansion, plusieurs études soulignent que le microfinancement peine encore à transformer durablement les structures informelles, en raison de limites institutionnelles, d'un cadre réglementaire

parfois restrictif et d'un niveau insuffisant d'éducation financière des bénéficiaires (Morduch, 2020 ; Ledgerwood et al., 2013). Ces limites questionnent l'efficacité réelle des dispositifs de microfinance et soulignent l'importance d'analyser les conditions de gouvernance, de contrôle et de supervision qui en déterminent la performance.

L'inclusion financière est également considérée comme un facteur de croissance inclusive, car elle permet d'intégrer les ménages et les petites entreprises dans le système économique formel (Demirgüç-Kunt et al., 2022). Toutefois, dans une perspective comptable et managériale, elle peut être appréhendée non comme une finalité en soi, mais comme un levier de structuration organisationnelle. L'accès aux services financiers formels impose en effet des exigences accrues en matière de traçabilité des flux, de tenue de documents comptables et de conformité réglementaire, contribuant ainsi à rapprocher les TPE des standards du secteur formel.

Selon la Global Findex Database 2021, près de 76 % des adultes marocains disposent désormais d'un compte financier, contre 29 % en 2011 (Banque mondiale, 2022). Cette progression traduit les efforts du Maroc en matière de modernisation bancaire et de digitalisation des paiements, notamment à travers le développement du mobile banking et des services de paiement électronique. Néanmoins, cette avancée masque d'importantes disparités, en particulier pour les TPE, souvent dépourvues de comptabilité formelle ou d'historique de crédit (El Hadj Ezzahid & Elouaourti, 2021). Selon le FEMISE (2020), plus de 60 % des TPE marocaines rencontrent des difficultés d'accès au crédit, ce qui limite leur capacité d'investissement et leur performance organisationnelle.

Dans ce contexte, la formalisation des TPE peut être interprétée comme un mécanisme central de contrôle organisationnel, permettant la standardisation des pratiques, la fiabilisation de l'information financière et l'amélioration de la performance. L'immatriculation, la tenue comptable et le respect des obligations fiscales instaurent une discipline financière favorable à l'évaluation de la performance, à la supervision externe et à l'accès à des dispositifs de financement structurés (Beck & Demirgüç-Kunt, 2006 ; Ayyagari et al., 2011).

Le microfinancement agit ainsi comme un pont organisationnel entre l'économie informelle et le secteur financier formel, en offrant aux micro-entrepreneurs un premier contact avec des pratiques financières encadrées et en facilitant la constitution d'un historique de crédit. Toutefois, l'efficacité de ce rôle dépend fortement de la qualité de la gouvernance institutionnelle, incluant la transparence des pratiques, la protection des clients, la politique de taux d'intérêt et les mécanismes de supervision (Cull & Morduch, 2018).

Au Maroc, malgré une forte densité d'institutions de microfinance, la formalisation effective des TPE demeure limitée (Taouil, 2021). Le microcrédit est encore fréquemment utilisé pour des besoins de subsistance plutôt que pour l'investissement productif, ce qui limite son impact sur la structuration durable des entreprises (FEMISE, 2020). Face à ces limites, les autorités publiques encouragent désormais la digitalisation du microfinancement, l'évaluation alternative du risque de crédit et la

coopération entre banques et institutions de microfinance, afin de renforcer la traçabilité financière, la discipline organisationnelle et l'intégration progressive des TPE dans le système formel (Bank Al-Maghrib, 2021).

La revue de littérature met ainsi en évidence que si l'inclusion financière et le microfinancement jouent un rôle important dans le soutien aux petites entreprises, leur impact sur la formalisation dépend étroitement des mécanismes de gouvernance, de contrôle et de digitalisation. Peu de travaux ont analysé ces dimensions de manière intégrée dans le contexte marocain, la majorité des recherches se concentrant sur les effets socio-économiques du microcrédit ou sur la performance financière des institutions de microfinance. Cette étude se propose donc de combler cette lacune en analysant empiriquement le rôle du microfinancement dans la formalisation des TPE marocaines à travers une lecture centrée sur l'efficacité des dispositifs, la gouvernance institutionnelle et la performance organisationnelle.

2. Méthodologie de recherche

Pour tester les hypothèses formulées précédemment, cette recherche adopte une approche quantitative explicative, fondée sur la collecte et l'analyse de données primaires auprès des bénéficiaires du microfinancement au Maroc. Cette démarche vise à évaluer l'efficacité des dispositifs de microfinancement à travers l'identification de relations statistiques entre les variables explicatives relatives à l'accès aux produits financiers, à la digitalisation, à l'accompagnement et à la gouvernance institutionnelle, et les variables dépendantes liées à la formalisation et à la performance organisationnelle des très petites entreprises (TPE). Le choix de cette approche se justifie par la volonté d'obtenir des résultats empiriques objectivables, comparables et reproductibles, conformément aux standards de l'analyse quantitative en sciences de gestion (Creswell & Creswell, 2018). Le design de recherche est ainsi à la fois descriptif, afin de caractériser le profil des TPE bénéficiaires, et explicatif, dans une logique d'évaluation des mécanismes de contrôle et de structuration organisationnelle associés au microfinancement (Saunders et al., 2019).

L'étude s'inscrit dans le contexte marocain, où des institutions telles qu'Al Amana, Attawfiq, Zakoura et Inmaa constituent les principaux acteurs du microfinancement. La population cible est composée des entrepreneurs et gérants de TPE ayant bénéficié d'un financement ou d'un accompagnement au cours des trois dernières années. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon initial de 200 TPE, sélectionnées selon une méthode aléatoire stratifiée, de manière à représenter les principaux secteurs d'activité (commerce, artisanat et services). Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré, administré en présentiel et en ligne, et mesurées à l'aide d'une échelle de Likert à cinq modalités (1 = « pas du tout d'accord » ; 5 = « tout à fait d'accord »). Les variables opérationnelles portent notamment sur l'accès au microcrédit, l'usage des outils de digitalisation financière (mobile banking, paiements électroniques), la formation reçue, le degré de formalisation et la perception de la qualité de la gouvernance institutionnelle.

Bien que l'échantillon initial soit composé de 200 TPE, certaines analyses économétriques approfondies, en particulier les modèles de régression linéaire présentés dans la section des résultats, ont été réalisées sur un sous-échantillon analytique réduit ($ddl = 14$), constitué uniquement des observations disposant de réponses complètes pour l'ensemble des variables nécessaires à l'estimation. Ce choix méthodologique vise à assurer la cohérence statistique des estimations, à limiter les biais liés aux données manquantes et à renforcer la fiabilité des résultats, conformément aux pratiques usuelles en analyse quantitative. Il implique néanmoins une interprétation prudente des coefficients estimés et limite la généralisation des conclusions à l'ensemble de la population étudiée. Par ailleurs, l'hypothèse relative au lien formalisation-performance est discutée selon une approche descriptive, compte tenu de la proximité conceptuelle des indicateurs retenus.

Sur la base des données collectées, l'analyse empirique a été conduite en deux temps. Une première étape descriptive permet de caractériser le profil des entrepreneurs et des TPE enquêtées. Une seconde étape explicative mobilise des régressions linéaires afin d'examiner l'effet des déterminants liés au microfinancement, à la digitalisation financière et à la gouvernance institutionnelle sur la formalisation et la performance organisationnelle des TPE. Les résultats obtenus sont présentés dans la section suivante.

3. Résultats

Les résultats présentés ci-après sont issus d'un sous-échantillon constitué des observations disposant d'informations complètes sur l'ensemble des variables explicatives et dépendantes du modèle. Cette approche permet de limiter les biais liés aux données manquantes et d'assurer la robustesse des estimations statistiques.

Tableau 1 : Modèle de régression linéaire

Modèle	R	R ²	R ² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	0,879	0,772	0,754	0,476

Variable explicative : Accès aux produits de microfinance (crédit, épargne, assurance).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 2 : Analyse de la variance du modèle de régression (ANOVA)

Modèle	Source	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	9,984	1	9,984	44,011	0,000
	Résidus	2,949	13	0,227		
	Total	12,933	14			

Variable dépendante : Performance et formalisation (croissance, conformité, traçabilité).

Variable explicative : Accès aux produits de microfinance (crédit, épargne, assurance).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 3 : Coefficients de la régression linéaire

Modèle	Variables	B	Erreur standard	Bêta	T	Sig.
1	Constante	1,119	0,442		2,532	0,025
	Accès aux produits de microfinance (crédit, épargne, assurance)	0,797	0,120	0,879	6,634	0,000

Variable dépendante : Performance et formalisation (croissance, conformité, traçabilité).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Les résultats issus du modèle de régression linéaire mettent en évidence l'existence d'une relation forte, positive et statistiquement significative entre l'accès aux produits de microfinance et la performance associée au processus de formalisation des entreprises, appréhendée à travers les dimensions de croissance, de conformité réglementaire et de traçabilité des activités. Le coefficient de corrélation élevé ($R = 0,879$) traduit une association étroite entre les deux variables, suggérant que l'amélioration de l'accès aux services de microfinance est étroitement liée à une progression notable de la performance globale des microentreprises étudiées.

Par ailleurs, le coefficient de détermination ($R^2 = 0,772$) indique que 77,2 % de la variance observée de la performance de formalisation est expliquée par l'accès aux produits de microfinance, ce qui confère au modèle un pouvoir explicatif particulièrement élevé. La valeur du R^2 ajusté (0,754), légèrement inférieure mais très proche du R^2 , confirme la robustesse et la stabilité du modèle estimé, en tenant compte de la taille de l'échantillon. De plus, la faible valeur de l'erreur standard de l'estimation (0,476) témoigne d'une bonne précision des prédictions réalisées par le modèle.

L'analyse de la variance (ANOVA) confirme la significativité globale du modèle de régression, avec une statistique de Fisher élevée ($F = 44,011$) associée à une probabilité critique largement inférieure au seuil de 5 % ($p < 0,001$). Ce résultat valide empiriquement la pertinence du modèle et démontre que la variable explicative exerce un effet réel et non aléatoire sur la variable dépendante.

Enfin, l'examen des coefficients de régression révèle que l'accès aux produits de microfinance présente un coefficient non standardisé positif ($B = 0,797$), assorti d'une statistique t élevée ($t = 6,634$) et d'un niveau de significativité très élevé ($p < 0,001$). Ce résultat confirme que l'intensification de l'accès au crédit, à l'épargne et aux produits d'assurance contribue de manière substantielle à l'amélioration de la performance et du niveau de formalisation des microentreprises.

En définitive, l'ensemble de ces résultats empiriques confirme l'hypothèse H1, selon laquelle l'accès aux produits de microfinancement exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la performance organisationnelle des très petites entreprises dans le contexte étudié. Les résultats mettent en évidence que les dispositifs de microfinance contribuent à l'amélioration de la structuration des activités, de la traçabilité financière et de l'efficacité organisationnelle des TPE, sans préjuger d'un rôle

normatif ou stratégique a priori, mais en soulignant l'importance des mécanismes de financement encadrés dans le renforcement de leurs pratiques de gestion.

L'hypothèse relative au lien entre formalisation et performance est discutée ici selon une approche descriptive, compte tenu de la proximité conceptuelle entre certains indicateurs mobilisés et afin d'éviter toute interprétation causale excessive.

- Effet du degré de formalisation sur la performance : analyse descriptive

Le degré de formalisation des TPE constitue un facteur structurant dans l'amélioration des pratiques organisationnelles et financières. Dans notre échantillon, la formalisation est appréhendée à travers des éléments tels que l'immatriculation, la tenue comptable et le respect des obligations fiscales. Ces dimensions apparaissent comme des mécanismes de discipline organisationnelle, favorisant la traçabilité des opérations, la fiabilité de l'information financière et la conformité réglementaire.

Toutefois, compte tenu de la proximité conceptuelle entre les indicateurs de formalisation et certaines dimensions de performance (notamment la conformité et la traçabilité), l'étude privilégie une interprétation prudente de cette relation. Ainsi, plutôt qu'un effet causal strictement statistique, les résultats suggèrent que formalisation et performance évoluent conjointement dans un même processus de structuration progressive des TPE. Cette observation renforce l'idée selon laquelle la formalisation ne constitue pas uniquement une exigence réglementaire, mais également un levier de pilotage et de contrôle interne, contribuant à la consolidation des pratiques de gestion des microentreprises.

Tableau 7 : Effet du niveau de digitalisation financière sur la performance

Modèle	R	R ²	R ² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	0,972	0,945	0,941	0,234

Variable explicative : Niveau de digitalisation financière (mobile banking, e-paiement, scoring alternatif).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 8 : Analyse de la variance du modèle (ANOVA)

Modèle	Source	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	12,221	1	12,221	223,187	0,000
	Résidus	0,712	13	0,055		
	Total	12,933	14			

Variable dépendante : Performance et formalisation (croissance, conformité, traçabilité).

Variable explicative : Niveau de digitalisation financière (mobile banking, e-paiement, scoring alternatif)

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 9 : Coefficients de la régression linéaire

Modèle	Variables	B	Erreur standard	Bêta	T	Sig.
1	Constante	0,525	0,236		2,227	0,044
	Niveau de digitalisation financière (mobile banking, e-paiement, scoring alternatif)	0,881	0,059	0,972	14,939	0,000

Variable dépendante : Performance et formalisation (croissance, conformité, traçabilité).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Les résultats issus de la régression linéaire mettent en évidence l'existence d'une relation positive et statistiquement significative entre le niveau de digitalisation financière et la performance associée au processus de formalisation des TPE. Le coefficient de corrélation élevé ($R = 0,972$) traduit une association étroite entre les deux variables, tandis que le coefficient de détermination ($R^2 = 0,945$) indique que 94,5 % de la variance observée est expliquée par le niveau de digitalisation financière. Ce résultat met en évidence le rôle structurant des outils numériques dans l'amélioration des pratiques organisationnelles, la traçabilité des opérations et la consolidation des pratiques de gestion des TPE.

Toutefois, ce pouvoir explicatif élevé doit être interprété avec prudence compte tenu de la taille réduite du sous-échantillon analytique, susceptible d'accroître la sensibilité des estimations aux valeurs extrêmes et de limiter la généralisation des résultats.

La significativité globale du modèle est confirmée par le test ANOVA, avec une statistique de Fisher élevée ($F = 223,187$) et une probabilité critique largement inférieure au seuil conventionnel de 5 % ($p < 0,001$), attestant ainsi de la robustesse statistique du modèle et de la pertinence de la variable explicative retenue. Ces résultats suggèrent que l'usage accru des solutions numériques financières, telles que le mobile banking, les paiements électroniques et les mécanismes de scoring alternatif, joue un rôle central dans le renforcement de la conformité réglementaire, de la traçabilité des transactions et de la performance globale des TPE.

L'analyse des coefficients de régression confirme cet effet positif et substantiel. Le coefficient non standardisé associé au niveau de digitalisation financière ($B = 0,881$), combiné à une statistique t très élevée ($t = 14,939$) et à une significativité maximale ($p < 0,001$), indique qu'une augmentation d'une unité du niveau de digitalisation se traduit par une amélioration de 0,881 point du niveau de performance et de formalisation des entreprises. Ce résultat met en évidence l'impact structurant de la transformation numérique sur la croissance, la transparence financière et la capacité des TPE à s'inscrire durablement dans les circuits formels.

En définitive, l'ensemble de ces résultats empiriques permet de valider l'hypothèse H3, en mettant en évidence que le niveau de digitalisation financière exerce un effet positif et statistiquement significatif sur l'efficacité des mécanismes de contrôle et la performance organisationnelle des très petites entreprises dans le contexte du microfinancement. L'usage des outils de digitalisation, tels que le mobile

banking, les paiements électroniques et les dispositifs de scoring alternatif, contribue à renforcer la traçabilité des opérations, la fiabilité de l'information financière et la standardisation des pratiques de gestion, sans préjuger d'un effet normatif, mais en soulignant le rôle structurant de la transformation numérique dans l'encadrement des activités des TPE.

Tableau 10 : Effet de la qualité de la gouvernance institutionnelle

Modèle	R	R ²	R ² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	0,877	0,769	0,751	0,529

Variable explicative : Qualité de la gouvernance institutionnelle (transparence, taux d'intérêt, protection du client)

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 11 : Analyse de la variance du modèle de régression (ANOVA)

Modèle	Source	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	12,100	1	12,100	43,294	0,000
	Résidus	3,633	13	0,279		
	Total	15,733	14			

Variable dépendante : Efficacité du microfinancement pour formaliser les TPE.

Variable explicative : Qualité de la gouvernance institutionnelle (transparence, taux d'intérêt, protection du client).

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Tableau 12 : Coefficients de la régression linéaire

Modèle	Variables	B	Erreur standard	Bêta	t	Sig.
1	Constante	0,933	0,683		1,368	0,195
	Qualité de la gouvernance institutionnelle (transparence, taux d'intérêt, protection du client)	1,100	0,167	0,877	6,580	0,000

Variable dépendante : Efficacité du microfinancement pour formaliser les TPE.

Source : Élaboration de l'auteur à partir des résultats SPSS

Les résultats issus de la régression linéaire mettent en évidence l'existence d'une relation positive, forte et statistiquement significative entre la qualité de la gouvernance institutionnelle et l'efficacité du microfinancement dans le processus de formalisation des TPE. Le coefficient de corrélation élevé ($R = 0,877$) traduit une association étroite entre les deux variables, tandis que le coefficient de détermination ($R^2 = 0,769$) indique que 76,9 % de la variance observée de l'efficacité du microfinancement est expliquée par la qualité de la gouvernance institutionnelle. Ce niveau élevé de pouvoir explicatif souligne le rôle déterminant des pratiques de gouvernance dans l'amélioration de l'impact des dispositifs de microfinance.

La significativité globale du modèle est confirmée par le test ANOVA, avec une statistique de Fisher élevée ($F = 43,294$) associée à une probabilité critique largement inférieure au seuil conventionnel de 5 % ($p < 0,001$). Ce résultat atteste de la robustesse statistique du modèle et démontre que la qualité de la gouvernance institutionnelle exerce un effet réel et non aléatoire sur l'efficacité du microfinancement en matière de formalisation des TPE.

L'analyse des coefficients de régression confirme cet effet positif et substantiel. Le coefficient non standardisé associé à la gouvernance institutionnelle ($B = 1,100$), combiné à un coefficient standardisé élevé ($\beta = 0,877$), à une statistique t significative ($t = 6,580$) et à une significativité maximale ($p < 0,001$), indique qu'une amélioration d'une unité du niveau de gouvernance se traduit par une augmentation d'environ 1,1 point de l'efficacité du microfinancement. Autrement dit, des institutions de microfinance caractérisées par une plus grande transparence, des mécanismes renforcés de protection des clients et une gestion plus équilibrée des taux d'intérêt sont davantage en mesure de soutenir efficacement la formalisation des TPE.

En définitive, l'ensemble de ces résultats empiriques permet de valider l'hypothèse H4, en montrant que la qualité de la gouvernance institutionnelle des institutions de microfinance exerce un effet positif et statistiquement significatif sur l'efficacité du microfinancement dans le processus de formalisation des très petites entreprises. La transparence des pratiques, les mécanismes de protection des clients et les modalités de tarification apparaissent comme des déterminants essentiels de la fiabilité des relations financières, contribuant à renforcer la discipline organisationnelle, la traçabilité des opérations et la cohérence des dispositifs de financement, sans recourir à une lecture normative de la gouvernance, mais en soulignant son rôle structurant dans l'évaluation et le contrôle des performances.

Conclusion

L'objectif principal de cette étude était d'évaluer l'efficacité des dispositifs de microfinancement et des déterminants institutionnels dans le processus de formalisation et la performance organisationnelle des très petites entreprises (TPE) marocaines, à partir d'une analyse empirique fondée sur des modèles de régression linéaire estimés à l'aide du logiciel SPSS. À travers le test de quatre hypothèses (H1 à H4), la recherche a permis d'identifier les principaux mécanismes par lesquels le microfinancement, la formalisation, la digitalisation financière et la gouvernance institutionnelle influencent la structuration et la performance des TPE.

Les résultats empiriques confirment globalement les hypothèses formulées, tout en invitant à une interprétation prudente du lien entre formalisation et performance, compte tenu de la proximité conceptuelle de certains indicateurs. D'une part, l'accès aux produits de microfinancement (crédit, épargne, assurance) exerce un effet positif et significatif sur la performance organisationnelle des TPE, en contribuant à la structuration de leurs pratiques de gestion. D'autre part, le degré de formalisation, appréhendé à travers l'immatriculation et la tenue comptable, apparaît comme un mécanisme central de

contrôle organisationnel, favorisant la traçabilité financière, la discipline interne et l'évaluation de la performance. Par ailleurs, la digitalisation financière, via l'usage du mobile banking, des paiements électroniques et des outils de scoring alternatif, améliore l'efficacité des mécanismes de contrôle et la fiabilité de l'information financière. Enfin, la qualité de la gouvernance institutionnelle des institutions de microfinance influence significativement l'efficacité du microfinancement, en renforçant la cohérence des dispositifs, la transparence des pratiques et la protection des bénéficiaires.

Au-delà des résultats empiriques, cette étude apporte plusieurs contributions. Sur le plan théorique, elle enrichit la littérature en proposant une lecture intégrée du microfinancement à travers les prismes de la gouvernance, du contrôle et de la performance, encore peu mobilisés conjointement dans le contexte des économies émergentes. Sur le plan managérial, elle met en évidence l'importance, pour les institutions de microfinance, de renforcer les mécanismes de gouvernance, de suivi et de digitalisation afin d'améliorer l'efficacité des dispositifs de financement et la structuration des entreprises bénéficiaires. Sur le plan institutionnel, les résultats soulignent l'intérêt de considérer la formalisation non seulement comme une exigence réglementaire, mais comme un outil de pilotage et de contrôle des activités économiques.

Cette recherche présente certaines limites qu'il convient de souligner. En premier lieu, l'analyse repose sur des modèles de régression linéaire appliqués à un échantillon empirique circonscrit, ce qui invite à la prudence dans la généralisation des résultats. En second lieu, pour certaines estimations économétriques, l'étude mobilise des sous-échantillons analytiques constitués exclusivement d'observations disposant d'informations complètes sur l'ensemble des variables retenues. Ce choix méthodologique vise à garantir la cohérence statistique et la fiabilité des estimations, mais il peut également restreindre la portée des conclusions et accroître la sensibilité des résultats aux valeurs extrêmes. Enfin, l'approche retenue demeure transversale et fondée sur des perceptions déclaratives, ce qui peut introduire certains biais de mesure et limiter l'interprétation causale stricte des relations observées.

Ces limites ouvrent plusieurs perspectives de recherche. Des travaux futurs pourraient mobiliser des approches longitudinales afin d'analyser l'évolution des mécanismes de formalisation et de performance dans le temps, ou recourir à des méthodes d'équations structurelles, permettant d'examiner plus finement les relations complexes entre gouvernance institutionnelle, digitalisation financière et efficacité du microfinancement. Enfin, des comparaisons interrégionales ou sectorielles contribueraient à approfondir la compréhension des conditions dans lesquelles les dispositifs de microfinance favorisent durablement la structuration organisationnelle et la performance des très petites entreprises.

BIBLIOGRAPHIE

Alaoui, F. Z., Tani, W., & Mabrouki, H. (2025). Les déterminants de l'adoption des fintechs par les institutions de microfinance marocaines : une étude qualitative exploratoire sur les IMFs de la région de Draa-Tafilalet. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(12).

Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2011). Small vs. young firms across the world: Contribution to employment, job creation, and growth. *World Bank Policy Research Working Paper*.

Banque mondiale. (2022). *Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19*. Washington, DC : World Bank.

Bank Al-Maghrib. (2021). *Rapport annuel : inclusion financière et digitalisation des services financiers au Maroc*. Rabat : Bank Al-Maghrib.

Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943.

Cull, R., & Morduch, J. (2018). Microfinance and economic development. *Annual Review of Economics*, 10, 187–210.

Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19*. Washington, DC : World Bank.

Elhadj Ezzahid, E., & Elouaourti, Z. (2021). *Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion: micro-level evidence from Morocco*. *International Journal of Social Economics*, 48(7), 1060–1086.

FEMISE. (2020). *Rapport sur les TPE/PME et l'accès au financement dans la région MENA / Maroc*. Marseille : FEMISE.

Ledgerwood, J., Earne, J., & Nelson, C. (2013). *The new microfinance handbook: A financial market system perspective*. Washington, DC : The World Bank.

Morduch, J. (2020). *Microfinance and poverty reduction: revisiting evidence and debates*. In *Handbook of Microfinance, Financial Inclusion, and Development*. New York, NY : Academic Press.

Taouil, A. (2021). *La formalisation des très petites entreprises au Maroc : déterminants, contraintes et perspectives*. *Journal of Moroccan Economic Studies*, 3(2), 45–68.